

Publications périodiques

Comptes annuels

GE SCF

Société en commandite par actions au capital de 163 000 000 €
 Etablissement de Crédit agréé en qualité de société de crédit foncier
 Siège social : 204 Rond-Point du Pont de Sèvres - 92100 BOULOGNE BILLANCOURT
 513 406 991 RCS Nanterre

Comptes sociaux approuvés par l'Assemblée Générale Ordinaire du 17 mai 2018**I. - Bilan au 31 décembre 2017**

(En milliers d'Euros)

Actif	Notes	Au 31.12.17	Au 31.12.16
Caisse, banque central et CCP		141 130	139 590
Créances sur les établissements de crédit	01 bis-02	3 118	7 172
A vue		3 118	7 172
A terme			
Opérations avec la clientèle		0	0
Autres concours à la clientèle		0	0
Obligations et autres titres à revenu fixe	03 - 04	424 713	530 918
Immobilisations financières		0	8
Autres Actifs	06	5 239	240
Comptes de régularisation	05	4 439	4 908
Total de l'actif		578 639	682 837

Passif	Notes	Après répartition (1)	Avant Répartition	
		Au 31.12.17	Au 31.12.17	Au 31.12.16
Dettes envers les établissements de crédit				71 520
A vue				
A terme				71 520
Comptes créditeurs de la clientèle				-
A vue				-
A terme				
Dettes représentées par un titre	02-04	369 783	369 783	369 771
Titres du marché interbancaire et titres de TCN				
Emprunts obligataires		369 783	369 783	369 771
Comptes de régularisation	05	93 354	93 354	113 448
Provisions	07			6 375
Capitaux Propres hors FRBG		115 502	115 502	121 722
Capital souscrit	08 - 08bis	163 000	163 000	163 000
Réserves	08 - 08bis	1 857	1 857	1 857
Report à nouveau (créateur)	08 - 08bis			35 282
Report à nouveau (débiteur)	08 - 08bis	-49 355	-43 135	
Résultat de l'exercice	08 - 08bis		-6 220	-78 417
Total du passif		578 639	578 639	682 837

Hors bilan	31/12/2017	31/12/2016
Engagements donnés	-	-
Engagements de financement	-	-
Engagements en faveur d'établissements de crédit		
Engagements en faveur de la clientèle	-	-
Engagements de garantie	-	-
Engagements d'ordre d'établissements de crédit		
Engagements d'ordre de la clientèle		
Engagements reçus	-	-
Engagements de financement	-	-
Engagements reçus d'établissements de crédit	-	-
Engagements reçus de la clientèle		
Engagements de garantie	-	-
Engagements reçus d'établissements de crédit		
Engagements reçus de la clientèle (2)	-	-

II. - Compte de Résultat

(En milliers d'Euros)

	Notes	Au 31.12.17	Au 31.12.16
Intérêts et produits assimilés	09	20 569	23 020
Intérêts et charges assimilées	09	-21 982	-27 111
Commissions (produits)	10		2 151
Commissions (charges)	10	-1 012	-44
Autres produits d'exploitation bancaire	11	112	7
Autres charges d'exploitation bancaire	11	-9 853	-69 249
Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de placement			
Produit net bancaire		-12 165	-71 226
Charges générales d'exploitation	12	-429	-5 033
Résultat brut d'exploitation		-12 594	-76 259
Coût du risque	13	6 375	4 719
Résultat d'exploitation		-6 220	-71 540
Gains ou pertes sur actifs immobilisés			
Résultat courant avant impôt		-6 220	-71 540
Impôt sur les bénéfices	14		-6 876
Résultat net		-6 220	-78 417

III. - Affectation du Résultat

Sur proposition de la gérance, approuvée par le Conseil de surveillance, l'Assemblée générale des associés commanditaires, avec l'accord exprès de l'associé commandité, constatant que le résultat de l'exercice clos le 31 décembre 2017 se solde par un résultat net comptable déficitaire de (6 219 570,22) €, décide d'affecter ce résultat de la manière suivante :

- Imputation de 6 219 570,22 euros sur le report à nouveau débiteur.

Conformément à l'article 243 bis du Code général des impôts, il est rappelé que la Société n'a pas procédé à une distribution de dividende au titre des trois derniers exercices sociaux

IV. - Annexes aux comptes sociaux

Note 1 : Principales règles d'évaluation et de présentation

1/ Présentation des comptes

Les états financiers de GE SCF sont établis, conformément au règlement de l'Autorité des Normes Comptables n°2014-07 du 26 novembre 2014 selon les conventions comptables générales en respectant le principe de prudence, conformément aux hypothèses suivantes :

- Continuité de l'exploitation,
- Permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- Indépendance des exercices.

GE SCF présente des notes annexes qui complètent et commentent l'information financière donnée par le bilan, le compte de résultat et le hors bilan. Ils sont présentés conformément :

- au règlement n° 2000-03 du Comité de la réglementation comptable relatif aux documents de synthèse individuels.
- au règlement n° 99-10 du 9 juillet 1999 relatif aux sociétés de crédit foncier ; et enfin à l'instruction n° 2011-I-07 relative à la publication par les sociétés de crédit foncier d'informations relatives à la qualité de leurs actifs.

2/ Changement de méthode comptable

Aucun changement de méthode comptable n'a affecté les comptes de l'exercice clos au 31 décembre 2017.

3/ Faits marquants de l'exercice

Changement de contrôle de la Société

Dans le cadre du désengagement par le groupe GE de ses activités bancaires, GE Capital SAS a reçu le 23 juin 2016 une offre ferme d'une filiale de Cerberus Capital Management L.P ("Cerberus") pour l'acquisition de GE Money Bank, actionnaire majoritaire de la Société.

L'offre de Cerberus n'incluant pas dans son périmètre la reprise de la Société, la Société devait faire l'objet d'une cession au profit d'une autre entité du groupe General Electric.

Le projet de changement de contrôle de la Société a fait l'objet d'une demande d'autorisation préalable au cours du second semestre 2016 et été approuvé le 23 janvier 2017 par l'Autorité de contrôle prudentiel et de résolution, sous réserve de l'accord de la Banque Centrale Européenne ("BCE") sur le changement de contrôle de GE SCF, lequel a été obtenu le 31 janvier 2017.

Le transfert de la Société par GE Money Bank est intervenu le 13 mars 2017 au profit de GE Capital Global Holdings LLC, une filiale de General Electric Company notée AA- (Fitch), AA+ (S&P) et A1 (Moody's).

La Société a été transférée à GE Capital Global Holdings LLC, une filiale de General Electric Company notée A+ (Fitch), A (S&P) and A2 (Moody's).

Le changement de contrôle de la Société avait été préalablement approuvé le 23 janvier 2017 par l'Autorité de contrôle prudentiel et de résolution, sous réserve de l'accord de la Banque Centrale Européenne ("BCE") sur le changement de contrôle de GE SCF, lequel a été obtenu le 31 janvier 2017.

Depuis le 13 mars 2017, l'actionnariat de la Société est réparti comme suit:

- GE Capital Global Holdings, LLC : 16.299.997 actions ;
- GE Capital International Holdings Limited : 1 action ;
- GE Capital International Limited : 1 action ;
- General Electric Capital SAS (SAS) : 1 action.

Changement de gestion opérationnelle de GE SCF

Le 16 décembre 2016, la Société a confié la tenue de ses comptes bancaires et l'investissement de sa trésorerie disponible à la Société Générale et sa gestion opérationnelle à GE Capital EMEA Services Limited, une filiale du groupe General Electric.

Le service de paiement de sa dette privilégiée reste assuré par les agents payeurs actuels mandatés par GE SCF à cette fin, soit BNP Paribas Securities Services pour les obligations foncières de droit français et Deutsche Bank, BNP Paribas et Unicredit pour les obligations nominatives de droit allemand.

Nomination de nouveaux Gérants

M. Pim Wagnon et Mme. Juliette Lajugie ont été désignés en qualité de nouveaux gérants, respectivement par l'assemblée générale ordinaire des associés commanditaires du 11 octobre 2016 et l'assemblée générale mixte des associés commanditaires du 23 novembre 2016 avec chaque fois l'accord de l'associé commandité.

La nomination de M. Pim Wagnon a pris effet le 11 octobre 2016, tandis que la nomination de Mme. Juliette Lajugie a pris effet à la date du changement de contrôle de la Société visée au point ci-dessus.

M. Pim Wagnon et Mme. Juliette Lajugie ont été désignés en qualité de dirigeants effectifs de la Société au sens de l'article L. 511-13 du Code monétaire et financier par décisions du conseil de surveillance en date respectivement des 11 octobre 2016 et du 13 mars 2017.

M. Christophe Marin a été nommé en qualité de Gérant de la Société, en remplacement de Madame Juliette Lajugie, démissionnaire, par l'assemblée générale ordinaire des associés en date du 28 novembre 2017, à compter de cette même date et pour une durée de trois ans.

Monsieur Christophe a été déclaré auprès de l'Autorité de Contrôle Prudentiel et de Résolution (ACPR) en qualité de dirigeant effectif au sens de l'article L. 511-13 du Code monétaire et financier.

Consolidation fiscale / régime de groupe GE SCF faisait partie du périmètre de la consolidation fiscale mise en place au niveau de sa société mère GE Capital SAS (GEC SAS) au titre du régime de groupe prévu à l'article 223 A du code général des impôts.

Compte tenu du changement de contrôle précité, cette convention d'intégration fiscale a pris fin.

Evénements relatifs à l'activité sociale

Au cours de l'exercice 2017, 95 millions d'euros d'obligations sur l'état allemand sont arrivées à échéance et on fait l'objet d'un remboursement.

Au 31 décembre 2017, le montant du nominal des obligations d'Etat détenues par GESCF s'élève à 354,54 millions d'euros contre 449,5 millions d'euros au 31 décembre 2016.

4/ Principes comptables et méthodes d'évaluation

4.1) Dettes envers les établissements de crédit

Les dettes envers les établissements de crédit sont ventilées d'après leur durée initiale ou la nature de ces dettes : dettes à vue (dépôts à vue, comptes ordinaires) et dettes à terme pour les établissements de crédit.

Les intérêts courus sur l'ensemble de ces dettes sont portés en compte de dettes rattachées en contrepartie d'un compte de charge.

4.2) Dettes représentées par un titre

Ces dettes correspondent à des obligations foncières et autres ressources bénéficiant du privilège défini à l'article L.513-11 du Code monétaire et financier.

Les obligations foncières sont enregistrées pour leur valeur nominale. Les intérêts relatifs aux obligations sont comptabilisés dans la rubrique «Intérêts et charges assimilés» sur obligations et autres titres à revenu fixe pour leurs montants courus, échus et non échus, calculés prorata temporis sur la base des taux contractuels.

Les primes d'émission et les frais d'émission sont amortis au prorata des intérêts courus sur la durée de vie des titres concernés, et cela dès la première année. L'amortissement de ces primes figure au compte de résultat dans les «Autres charges d'exploitation bancaires».

4.4) Opérations sur instruments financiers à terme – débouclage des contrats swap

Les opérations de couverture et de marché sur des instruments financiers à terme de taux d'intérêt sont enregistrées conformément aux dispositions par le règlement de l'ANC numéro 2014-07 du 26 novembre 2014 GE SCF avait conclu des opérations d'instruments financiers à terme, dans le but de couvrir le risque de taux auquel son activité passé l'exposait.

Suite à la cession des encours à la clientèle, GESCF ne présente plus de risque de taux : les obligations d'Etat et les Covered Bonds sont à taux fixe.

Aussi l'intégralité des contrats swap a été débouclé générant une plus-value de 103 M€ en 2016.

Comptablement cette plus-value fait l'objet d'un étalement linéaire calculé sur la durée restante des obligations foncières.

4.5) Impôt sur les bénéfices

La signature de la convention d'entrée dans le groupe d'intégration fiscale de GEC SAS a été autorisée par décision du Conseil de Surveillance de la Société en date du 14 avril 2016.

Cette autorisation a été donnée par le Conseil de surveillance au regard de la caducité de l'intégration fiscale mise en place au niveau de la société GE France, devenue sans objet du fait du changement de lien capitalistique entre la Société, GEC SAS et la société GE France.

Aussi et pour l'exercice 2016, un nouveau périmètre de consolidation fiscale a été mis en place au niveau de la compagnie financière holding GEC SAS, par application des dispositions de l'article 223 A du Code général des impôts.

Cette convention d'intégration fiscale s'est terminée le 31 décembre 2016.

Toutefois, et conformément à la réglementation fiscale relative aux modalités de sortie d'un groupe fiscal, GEC SAS a été redevable des acomptes d'IS payés en 2017 pour le compte de GE SCF.

4.6) Obligations d'Etat

Les obligations d'Etat sont considérées comme étant des actifs détenus jusqu'à échéance avec des paiements fixés et déterminés.

Par conséquent les obligations d'Etat sont enregistrées comme des titres d'investissement et sont enregistrées conformément aux dispositions de l'article 8 du règlement 90-01 du Comité de la Réglementation Bancaire.

Les coûts de souscription incluant les frais d'émission et les coupons calculés en date du 19 décembre 2016 sont inclus dans le coût de comptabilisation initiale des obligations d'Etat.

Un actif détenu jusqu'à son échéance est déprécié s'il est probable que GESCF ne sera pas en mesure de recouvrer la totalité des montants (en principal et en intérêts) dus selon les termes contractuel.

La perte de valeur comptabilisée en résultat est égale à la différence entre la valeur comptable et la valeur recouvrable, qui est obtenue en actualisant les flux de trésorerie futurs attendus au taux d'intérêts effectif d'origine.

Si la valeur recouvrable de l'actif augmente ensuite du fait d'un événement survenant après la comptabilisation de la dépréciation, celle-ci est reprise mais la reprise ne peut porter la valeur comptable de l'actif à un montant supérieur au coût d'origine amorti qui aurait été obtenu s'il n'avait pas été déprécié.

Toutefois, l'ensemble des contreparties des obligations d'Etat ayant une note AA ou AAA ; aucune dépréciation n'est à comptabiliser en date d'arrêté.

5/ Evénements postérieurs à la clôture

Aucun événement majeur n'est intervenu après la clôture de l'exercice.

6/ Autres informations

Informations relatives à la lutte contre la fraude et l'évasion fiscale (art L511-45/ Avis CNC n°2009-11) : GE SCF n'a pas d'implantation dans des territoires non coopératifs listés à l'article 1 de l'arrêté du 12 février 2010 pris en application du deuxième alinéa du 1 de l'article 238-0 A du Code général des impôts.

Conformément au règlement de l'ANC n° 2016-07 du 4 novembre 2016, les honoraires pour l'exercice 2017 des commissaires aux comptes sont précisés dans le tableau ci-dessous :

	RSM		KPMG		Total	
	HT	TTC	HT	TTC	HT	TTC
Honoraire de commissariat aux comptes	9.143,20 €	10.971,84 €	43.286,48 €	51.943,77 €	52.429,69 €	62915,62 €

Note 1 bis : Créances sur les établissements de crédit

(en milliers d'Euros)	31/12/2017	31/12/2016
Compte courant Société Générale (1)	3 118	4 248
Compte courant GEMB (1)		2 925
Total	3 118	7 172

(1) A vue

Note 2 : Ventilation par durée résiduelle

(en milliers d'Euros)	Créances et dettes rattachées	Moins de trois mois (1)	De 3 mois à 1 an	De 1 an à 5 ans	Plus de 5 ans	Total
Actif						
Caisse, banque central et CCP		141 130				141 130
Créances sur les établissements de crédit		3 118				3 118
dont Groupe						
Titres d'investissement	5 108	1 650	5 041	26 319	386 596	424 713
- Nominal des Obligations d'Etat	5 108			105	354 432	359 645
- Etalement des primes d'émission sur Obligations d'Etat		1 650	5 041	26 214	32 164	65 068
Créances sur la clientèle						
Passif						
Dettes envers les établissements de crédit						
dont Groupe						
Comptes créditeurs de la clientèle						
Dettes représentées par un titre :	7 783				362 000	369 783
Emprunts obligataires (2)	7 783				362 000	369 783

(1) Y compris les comptes à vue.

(2) Les caractéristiques des emprunts obligataires sont détaillées dans le rapport annuel de la société

Note 3 : Obligations et autres titres à revenu fixe

(en milliers d'Euros)	31/12/2017	31/12/2016
Obligations et autres titres à revenu fixe		
Nominal	354 537	449 552
Frais d'émission lors de la souscription	74 643	74 643
Etalement des frais d'émission	-9 574	-382
Coupons Courus à la souscription (1)	0	6 679
Coupons Courus (2)	5 108	426
Total	424 713	530 918

(1) - Enregistrement des Coupons courus constatés lors de la souscription en compte PCEC 30412

(2) - Créances rattachées

Note 4 : Détail des intérêts par poste de bilan

Intérêts à recevoir (en milliers d'Euros)	31/12/2017	31/12/2016
Créances sur la clientèle		0
Comptes de régularisation actif		0
Coupons courus sur obligations d'Etat	5 108	426
Total	5 108	426

Intérêts à payer (en milliers d'Euros)	31/12/2017	31/12/2016
Dettes envers les établissements de crédit	0	1 520
Dettes représentées par un titre	7 783	7 771
Comptes de régularisation passif	0	0
Total	7 783	9 292

Note 5 : Comptes de régularisation

Actif (en milliers d'Euros)	31/12/2017	31/12/2016
Valeur reçues à l'encaissement		
Autres charges à répartir (1)	1 048	1 090
Autres comptes de régularisation (2)	3 391	3 793
Charges constatées d'avance		22
Produits à recevoir divers		
Comptes de régularisation divers		3
Produits à recevoir sur Swap de taux		
Total	4 439	4 908
<i>(1) Etalement des frais d'émission</i>		
<i>(2) Etalement des primes d'émission</i>		

Passif (en milliers d'Euros)	31/12/2017	31/12/2016
Charges à payer		
IS à payer		3 276
Autres Impôts et Taxes		224
Dettes fournisseurs	60	7 106
Comptes de régularisation divers		0
Produits constatés d'avance - étalement du produit sur débouclage swap	93 294	102 842
Charges à payer sur Swap de taux		-
Total	93 354	113 448

Note 6 : Autres Actifs

Actif (en milliers d'Euros)	31/12/2017
Autres débiteurs divers Groupe Fiscal	5 157
Dépôt de garantie FDGR	82
Total	5 239

Note 7 : Variation des dépréciations et des provisions

Dépréciations déduites de l'actif (en milliers d'Euros)	31/12/2016	Dotations	Reprises	31/12/2017
Créances sur la Clientèle		-		-

Provisions bancaires (en milliers d'Euros)	31/12/2016	Dotations	Reprises	31/12/2017
Sur la Clientèle				
Sur Soule de cassage de dette à taux fixe	6 375		6 375	

Note 8 : Détail des capitaux propres

(en milliers d'Euros)	31/12/2017	31/12/2016
Capital (1)	163 000	163 000
Réserves avant répartition	1 857	1 857
Report à nouveau avant répartition	-43 135	35 282
Résultat de l'exercice (+/-)	-6 220	-78 417
Total	115 502	121 722

(1) Capital social composé de 16 300 000 actions valeur nominale 10 €.

Note 8 bis : Tableau de variation de la situation nette

(en milliers d'Euros)		Capital (1)	Réserve Légale	Prime de Fusion et d'émission	Réserve Générale	Report à nouveau	Résultat
2016	Capital souscrit	163 000	-	-	-	-	-
	Variation de la provision pour investissement	-	-	-	-	-	-
	Résultat de l'année 2016	-	-	-	-	-	-78 417
	Augmentation de Capital	-	-	-	-	-	-
	Capitaux propres avant affectation	163 000	1 857	-	-	35 282	-78 417
	Affectation du résultat 2016	-	-	-	-	-78 417	78 417
	Capitaux propres après affectation	163 000	1 857	-	-	-43 135	-
2017	Capital souscrit	163 000	-	-	-	-	-
	Variation de la provision pour investissement	-	-	-	-	-	-
	Résultat de l'année 2017	-	-	-	-	-	-6 220
	Augmentation de Capital	-	-	-	-	-	-
	Capitaux propres avant affectation	163 000	1 857	-	-	-43 135	-6 220
	Affectation du résultat 2017 (2)	-	-	-	-	-6 220	6 220
	Capitaux propres après affectation	163 000	1 857	-	-	-49 355	-

(en milliers d'Euros)		Total des Capitaux Propres	Dividendes (3)	Nombre d'action existantes	Quote-part de chaque action dans les capitaux propres (en euros)	Résultat par action (en euros)	Dividende Net attribué à chaque action (3) (en euros)
2016	Capital souscrit	-	-	16 300 000	-	-	-
	Variation de la provision pour investissement	-	-	-	-	-	-
	Résultat de l'année 2016	-78 417	-	-	-	-	-
	Augmentation de Capital	-	-	-	-	-	-
	Capitaux propres avant affectation	121 722	-	16 300 000	7,47	-	-
	Affectation du résultat 2016	-	-	-	-	-4,81	-
	Capitaux propres après affectation	121 722	-	16 300 000	7,47	-	-
2017	Capital souscrit	-	-	16 300 000	-	-	-
	Variation de la provision pour investissement	-	-	-	-	-	-
	Résultat de l'année 2017	-6 220	-	-	-	-	-
	Augmentation de Capital	-	-	-	-	-	-
	Capitaux propres avant affectation	115 502	-	16 300 000	7,09	-	-
	Affectation du résultat 2017 (2)	-	-	-	-	-0,38	-
	Capitaux propres après affectation	115 502	-	16 300 000	7,09	-	-

(1) Conformément à la loi, il est rappelé que GE SCF était consolidée en 2016 dans les états financiers de GEC SAS, 20 avenue André Prothin, 92063 Paris La défense

(2) Sous réserve de l'approbation de l'Assemblée Générale.

(3) Seul figure dans cette colonne le dividende net par action attribué aux commanditaires.

Note 9 : Intérêts, Produits et Charges assimilées

(en milliers d'Euros)	31/12/2017	31/12/2016
Intérêts et produits assimilés	20 569	23 020
Opérations avec les établissements de crédits		-
Opérations avec la clientèle		3 689
Opérations sur obligations et autres titres à revenus fixes (1)		13 308
Produits divers d'intérêts (2)	9 591	5 597
Intérêts sur titres d'investissement	10 978	426
Intérêts et charges assimilées	-21 982	-27 111
Opérations avec les établissements de crédits	-6 876	-4 337
Opérations avec la clientèle		
Opérations sur obligations et autres titres à revenus fixes (1)	-15 105	-22 774

(1) Ce poste intègre les produits et charges sur les Swaps adossés aux emprunts obligataires

(2) Ce poste intègre les produits sur le déboucement des swaps

(3) Ce poste intègre les produits d'intérêts sur obligations d'Etat

(4) Ce poste intègre les charges d'intérêts sur les obligations foncières

Note 10 : Commissions

(en milliers d'Euros)	31/12/2017	31/12/2016
Produits		-2 151
Commissions sur opérations de crédit avec la clientèle		-2 151
Charges	-1 012	44
Charges sur prestations de service financier	-1 012	44
Frais d'émission à étaler		
Total	-1 012	-2 107

Note 11 : Autres produits et autres charges d'exploitation bancaire

(en milliers d'Euros)	31/12/2017	31/12/2016
Produits	112	7
Transfert des frais d'émission à étaler (1)	-	-
Autres produits divers d'exploitation	112	7
Charges	-9 853	-69 249
Moins value sur cession de portefeuille de créances (2)		-68 727
Etalement des frais d'émission - obligations d'Etat (3)	-9 192	-382
Etalement des frais d'émission - obligations foncières	-444	
Autres charges diverses d'exploitation	-217	-139
Total	-9 741	-69 241

(1) Dont moins value sur portefeuille HP : 57 317 k€ et moins value sur portefeuille DC : 11 409 k€

(2) Frais d'émission liés à la souscription des obligations d'Etat de 74 643 k€ étalé sur la durée de vie des obligations

Note 12 : Charges générales d'exploitation

(en milliers d'Euros)	31/12/2017	31/12/2016
Frais de personnel (1)		
Impôts et taxes	145	-738
Services extérieurs	36	-923
Charges refacturées par GEMB	-610	-3 362
Autres charges diverses d'exploitation		-10
Total	-429	-5 033

(1) Il n'y a pas d'effectif salarié dans la SCF

Note 13 : Coût du risque

(en milliers d'Euros)	31/12/2017	31/12/2016
Coût du risque sur la clientèle	6 375	4 719
Variation des provisions sur la clientèle		12 281
Provision sur charge à payer	6 375	-6 375
Actualisation CRC 2002-03		-0
Pertes sur créances irrécouvrables		-460
Récupération sur créances amorties		2
Décote sur encours restructurés		-730
Total	6 375	4 719

Note 14 : Impôt sur les bénéfices

(en milliers d'Euros)	31/12/2017	31/12/2016
Impôt exigible de l'exercice		-6 876
Total		-6 876

Note 15 : Résultats de la société au cours des cinq derniers exercices

(en Euros)	2013	2014	2015	2016	2017
Capital en fin d'exercice					
Capital social	163 000 000	163 000 000	163 000 000	163 000 000	163 000 000
Nombre des actions ordinaires existantes	16 300 000	16 300 000	16 300 000	16 300 000	16 300 000
Opérations et résultats de l'exercice					
Chiffres d'affaires hors taxes (1)	81 909 140	64 962 161	42 455 539	25 170 756	20 568 901
Résultat avant impôt, participation des salariés et charges calculées (amortissements et provisions)	11 237 700	10 352 253	10 510 594	-77 446 463	-12 594 091
Impôt sur les bénéfices	3 921 848	3 810 763	3 600 165	6 876 445	
Participation et intéressement des salariés due au titre de l'exercice					
Résultat après impôt, participation des salariés et charges calculées (amortissements et provisions)	3 334 009	4 521 273	5 458 076	-78 416 553	-6 219 570
Montant des bénéfices distribués	-	-	-	-	-
Résultats des opérations par action					
Résultat après impôt et participation des salariés, mais avant charges calculées (amortissements et provisions)	0,45	0,40	0,42	-5,17	-0,77
Résultat après impôt, participation des salariés et charges calculées (amortissements et provisions)	0,20	0,28	0,33	-4,81	-0,38
Dividende versé à chaque action	-	-	-	-	-
Personnel					
Effectif moyen des salariés employés pendant l'exercice	-	-	-	-	-
Montant de la masse salariale de l'exercice	-	-	-	-	-
Charges sociales					

(1) Le chiffre d'affaires comprend les Intérêts et produits assimilés, les commissions et les produits nets sur swaps

Note 16 : Tableau de flux de trésorerie

En Euros	2017	2016
Résultat avant impôts	-6 219 570	-71 540 108
+/- Dotations nettes aux amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles		
- Dépréciation des écarts d'acquisition et des autres immobilisations		
+/- variation des provisions bilan	-6 374 521	778 591
+/- Moins value sur cession des encours HP et DC		68 727 081
+/- Variation des intérêts courus sur Obligations d'Etat	-4 681 455	
+/- Dettes envers les établissements de crédit	6 428 478	
+/- Variation des intérêts courus sur les obligations foncières	11 813	
+/- Etalement du gain sur swap de taux	-9 590 958	
+/- Amortissement des frais et prime d'émission sur Obligations D'Etat	9 192 048	
+/- Amortissement des frais et prime d'émission sur Obligations Foncières	443 533	
+/- Autres mouvements		8 906 842
= Total des éléments non monétaires inclus dans le résultat net avant impôts et des autres ajustements	-4 571 062	78 412 514
+/- Flux de trésorerie sur prêts aux établissements de crédit et à la clientèle	0	264 615 777
- Achat portefeuille de créances déduit du montant de loyers collectés sur l'exercice (1)	0	264 615 777
- Surcote / decote payée à l'achat du portefeuille d'actifs		
+/- Flux sur dettes/établissements de crédit	-77 948 956	-827 215 672
- Cash flow from intra-group debt*	-77 948 956	-827 215 672
Cession des Encours HP et DC	0	1 122 645 021
- Cash généré par la cession HP		856 669 920
- Cash généré par la cession DC		265 975 101
Souscriptions des obligations d'Etat	101 694 144	
- Nominal - tombée d'échéance d'obligations d'Etat	95 015 000	
- Coupons courus à la souscription n'appartenant pas à GESCF	6 679 144	
+/- Flux liés aux autres opérations affectant des actifs ou passifs non financiers	-15 469 200	
- Impôts versés		-3 600 165
= Diminution/(augmentation) nette des actifs et passifs provenant des activités opérationnelles	8 275 989	556 444 961
Total Flux net de trésorerie généré par l'activité opérationnelle (A)	-2 514 643	563 317 367
+/- Souscriptions des obligations d'Etat		-530 491 683
Total Flux net de trésorerie lié aux opérations d'investissement (B)	0	-530 491 683
+/- Flux de trésorerie provenant ou à destination des actionnaires		
+/- Remboursement net d'emprunts		-22 000 000
- Covered bonds		-22 000 000
Cash générée lors du déboucement des swaps de taux		108 134 080
- Plus value sur déboucement des swaps		108 134 080
Total Flux net de trésorerie lié aux opérations de financement (C)	0	86 134 080
Effet de la variation des taux de change sur la trésorerie et équivalent de trésorerie (D)		
Trésorerie et équivalents de trésorerie à l'ouverture	146 762 234	27 712 466
Caisse, banques centrales, CCP (actif & passif)	139 590 003	
Comptes (actif et passif) et prêts/emprunts à vue auprès des établissements de crédit	7 172 230	27 712 466
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la clôture	144 247 590	146 672 230
Caisse, banques centrales, CCP (actif & passif)	141 129 801	
Comptes (actif et passif) et prêts/emprunts à vue auprès des établissements de crédit	3 117 790	146 672 230
Variation de la trésorerie nette	-2 514 643	118 959 764

V. - Rapport des Commissaires aux Comptes

Exercice clos le 31 décembre 2017

A l'Assemblée générale,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée générale nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la société GE SCF S.C.A. relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2017, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

L'opinion formulée ci-dessus est cohérente avec le contenu de notre rapport au conseil de surveillance remplissant les fonctions du comité d'audit.

Fondement de l'opinion**Référentiel d'audit**

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance qui nous sont applicables, sur la période du 1er janvier 2017 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par l'article 5, paragraphe 1, du règlement (UE) n° 537/2014 ou par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes.

Justification des appréciations - Points clés de l'audit

En application des dispositions des articles L.823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous devons porter à votre connaissance les points clés de l'audit relatifs aux risques d'anomalies significatives qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importants pour l'audit des comptes annuels de l'exercice, ainsi que les réponses que nous avons apportées face à ces risques.

Nous avons déterminé qu'il n'y avait pas de point clé de l'audit à communiquer dans notre rapport.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérification du rapport de gestion et des autres documents adressés à l'Assemblée générale

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Informations données dans le rapport de gestion et dans les autres documents adressés aux actionnaires sur la situation financière et les comptes annuels

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion de la Gérance et dans les autres documents adressés à l'Assemblée générale sur la situation financière et les comptes annuels.

Rapport sur le gouvernement d'entreprise

Nous attestons de l'existence, dans le rapport du conseil de surveillance sur le gouvernement d'entreprise, des informations requises par les articles L.225-37-3 et L.225-37-4 du code de commerce.

Concernant les informations fournies en application des dispositions de l'article L.225-37-3 du code de commerce sur les rémunérations et avantages versés aux mandataires sociaux ainsi que sur les engagements consentis en leur faveur, nous avons vérifié leur concordance avec les comptes ou avec les données ayant servi à l'établissement de ces comptes et, le cas échéant, avec les éléments recueillis par votre société auprès des sociétés contrôlant votre société ou contrôlées par elle. Sur la base de ces travaux, nous attestons l'exactitude et la sincérité de ces informations.

Informations résultant d'autres obligations légales et réglementaires**Désignation des commissaires aux comptes**

Nous avons été nommés commissaires aux comptes de la société GE SCF S.C.A. par votre Assemblée générale en date du 27 mai 2015.

Au 31 décembre 2017, les cabinets KPMG SA et Expertise et Audit SA étaient dans leur 9ème année de leur mission sans interruption.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes,

le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Il incombe au conseil de surveillance de suivre le processus d'élaboration de l'information financière et de suivre l'efficacité des systèmes de contrôle interne et de gestion des risques, ainsi que le cas échéant de l'audit interne, en ce qui concerne les procédures relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.

Les comptes annuels ont été arrêtés par la Gérance.

Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Objectif et démarche d'audit

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Rapport au conseil de surveillance

Nous remettons un rapport au conseil de surveillance qui présente notamment l'étendue des travaux d'audit et le programme de travail mis en œuvre, ainsi que les conclusions découlant de nos travaux. Nous portons également à sa connaissance, le cas échéant, les faiblesses significatives du contrôle interne que nous avons identifiées pour ce qui concerne les procédures relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.

Parmi les éléments communiqués dans le rapport au conseil de surveillance figurent les risques d'anomalies significatives que nous jugeons avoir été les plus importants pour l'audit des comptes annuels de l'exercice et qui constituent de ce fait les points clés de l'audit, qu'il nous appartient de décrire dans le présent rapport.

Nous fournissons également au conseil de surveillance la déclaration prévue par l'article 6 du règlement (UE) n° 537-2014 confirmant notre indépendance, au sens des règles applicables en France telles qu'elles sont fixées notamment par les articles L.822-10 à L.822-14 du code de commerce et dans le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes. Le cas échéant, nous nous entretenons avec le conseil de surveillance des risques pesant sur notre indépendance et des mesures de sauvegarde appliquées.

Les commissaires aux comptes

Paris La Défense et Paris, le 28 mars 2018

KPMG S.A.
Valéry Foussé
Associé

Expertise et Audit S.A.
Sébastien Martineau
Associé

VI. - Attestation du contrôleur spécifique sur les modes et résultats d'évaluation et les méthodes de réexamen périodique de la valeur des immeubles au 31 décembre 2017

Compte tenu de la cession du pool d'encours de crédit au cours du 4ème trimestre 2016, le contrôleur spécifique n'a pas émis d'attestation.

VII. - Rapport de gestion

Le rapport de gestion est tenu à la disposition du public au siège de la société.